



**Mémoire soumis  
dans le cadre  
des Consultations  
prébudgétaires  
2022-2023**

→ Proposition à l'attention  
du ministre des Finances  
du Québec

**février 2022**

# Sommaire

Réseau Environnement souhaite que la relance économique québécoise puisse se faire grâce à des projets et des initiatives d'économie verte, qui permettront l'atteinte des cibles définies en matière de lutte aux changements climatiques.

Pour ce faire, nous proposons au gouvernement les résultats d'une étude réalisée au printemps 2021 en collaboration avec HEC Montréal qui révèle que pour chaque dollar investi dans les infrastructures en eau, c'est 1,72 \$ en économie qui serait obtenu en retour.



Cette estimation du retour sur l'investissement démontre le bien-fondé de faire des infrastructures en eau une cible prioritaire d'investissement afin de favoriser le développement économique du Québec.

Les avantages de mettre nos infrastructures à niveau sont nombreux : réduction des bris de canalisations et d'usines, des fuites et des frais d'exploitation des services d'eau potable, baisse du nombre et des coûts des réparations, des dégâts d'eau et des déversements d'eaux usées et pluviales, réduction des ruptures d'approvisionnement en eau et baisse des risques de maladies pour la santé humaine. Ajoutons également une réduction des risques d'inondations et de manque d'eau reliés au changements climatiques.

Par ailleurs, les investissements dans nos installations en eau s'inscrivent dans les principes d'une économie verte puisqu'ils sont sobres en carbone, ils visent la protection et l'amélioration de la santé de la population et la protection de notre ressource en eau en interceptant des polluants traditionnels et émergents qui se retrouvent inévitablement dans le fleuve Saint-Laurent. Rappelons aussi le fait que les infrastructures en eau font partie du patrimoine des municipalités québécoises et qu'à ce titre leur valeur doit être protégée.

→ Il est donc primordial que le gouvernement prévoie dans son prochain budget les sommes nécessaires afin de s'assurer de la qualité de notre eau.

# Présentation



Réseau Environnement est un organisme à but non lucratif issu de la fusion de deux associations créées il y a près de 60 ans. La mission de l'association est d'être le catalyseur de l'économie verte\* au Québec. Carrefour d'informations et d'expertises favorisant l'émergence de solutions environnementales, l'association assure l'avancement des technologies et de la science dans une perspective de développement durable.

Elle rassemble des expertes et des experts des domaines public, privé et parapublic qui œuvrent dans les secteurs de l'eau, des matières résiduelles, de l'air, des changements climatiques, de l'énergie, des sols, des eaux souterraines et de la biodiversité.

L'Association offre des outils pratiques et accompagne les municipalités dans toutes les différentes phases du développement d'une stratégie environnementale et sans oublier la sensibilisation des citoyennes et citoyens.

---

\* L'économie verte est une approche pour mettre en œuvre le développement durable (ISQ, 2020). C'est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources (PNUE, 2011).

# Contexte



Dans le cadre des consultations prébudgétaires 2022-2023 et afin de soutenir le gouvernement québécois dans la relance économique postpandémie, Réseau Environnement fait part de son expertise en offrant une étude démontrant le retour sur l'investissement en matière d'infrastructures en eau.

Avec les perspectives économiques et budgétaires qui semblent favorables, Réseau Environnement souhaite que les initiatives et les investissements mis de l'avant dans son étude puissent s'inscrire dans les objectifs du Québec en matière de changements climatiques et ainsi favoriser un avenir durable.

Le plan de relance économique post-Covid-19 s'appuie sur les investissements dans les infrastructures. [Le plan québécois des infrastructures 2021-2031 \(PQI\)](#) prévoit près de 135 milliards de dollars d'investissements, notamment pour les priorités gouvernementales que sont la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, les transports et la culture.

Les infrastructures en eau jouent un rôle déterminant dans le développement économique et social de nos régions, mais aussi pour la santé humaine et celle de nos écosystèmes. Ces infrastructures englobent nos réseaux d'eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales ainsi que les usines de traitement, stations de pompage, bassins et réservoirs.

Les bris associés à ces infrastructures entraînent des conséquences importantes sur nos activités quotidiennes, tel qu'en témoignent les impacts des bris du réseau d'aqueduc sur la congestion routière ou ceux des avis d'ébullition pour les familles, les écoles, et les commerces.

Les impacts des changements climatiques sur les infrastructures en eau sont de plus en plus concrets et importants et nécessiteront des investissements additionnels pour améliorer la résilience de notre réseau. Afin de limiter les impacts des changements climatiques sur le bien-être des Québécoises et des Québécois, de même que sur les écosystèmes du Québec, les infrastructures en eau doivent être adaptées et repensées dès maintenant.

→ Cette mise à niveau nécessitera des investissements et des réflexions bien au-delà de leur simple remplacement.

# Solution

→ [L'étude réalisée par Réseau Environnement](#) démontre donc la rentabilité de tels investissements.

Améliorer les infrastructures en eau coûterait 49 milliards de dollars sur 25 ans, comparativement aux 22 milliards \$ requis pour leur maintien. Nous évaluons donc le déficit actuel des infrastructures en eau d'environ 27 G\$.

Investissements prévus d'ici 25 ans → 22 G\$

Investissements requis d'ici 25 ans → 49 G\$

Déficit sur 25 ans → 27 G\$

## Retour sur investissement

→ 1,72 \$  
→ pour chaque dollar dépensé

# Conclusion



Réseau environnement est d'avis que le gouvernement doit mettre en place des mesures concrètes pour stimuler l'économie, tout en s'occupant de maintenir nos infrastructures vieillissantes, et ainsi éviter que la facture grimpe de manière exponentielle.

→ Le prochain budget québécois doit contenir des mesures d'investissement pour nos réseaux d'aqueducs et d'égouts afin de répondre aux besoins immédiats et de protéger la santé des Québécoises et des Québécois.

L'étude réalisée par Réseau Environnement illustre pour la première fois la rentabilité des projets d'économie verte grâce aux investissements en matière d'infrastructures.

Fournir une eau de qualité à la population du Québec est un service essentiel et notre qualité de vie et la santé de notre économie s'appuient grandement sur le bon fonctionnement de nos infrastructures en eau.



**Réseau**  
Environnement